

# Mémorial

du



# Memorial

des

**Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.**

**Samedi, le 12 juillet 1947.**

**N° 31**

**Samstag, den 12. Juli 1947.**

**Loi du 21 juin 1947 portant modification de la loi du 18 février 1885 sur l'organisation judiciaire.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 11 juin 1947 et celle du Conseil d'Etat du 17 juin 1947, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 33 de la loi du 18 février 1885 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

La Cour Supérieure de Justice est composée d'un président, d'un vice-président, de douze conseillers, d'un procureur général, de trois avocats-généraux, d'un substitut du procureur général, d'un greffier et de deux greffiers-adjoints.

Il ne sera pas pourvu à la nomination de deux conseillers, d'un avocat-général, du substitut du procureur général et d'un greffier-adjoint dont les places deviendront vacantes après le 1<sup>er</sup> janvier

1949, ce qui réduira alors le nombre des conseillers à dix, des avocats-généraux à deux et des greffiers-adjoints à un.

Le substitut du procureur général rangera au groupe XIII du tableau annexé à la loi du 29 juillet 1913 sur la révision des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat.

**Art. 2.** Un crédit de 127.680 fr. à rattacher à l'article 25 du budget des dépenses de 1947 est mis à la disposition du Gouvernement pour l'exécution de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 21 juin 1947.

**Charlotte.**

*Le Ministre d'Etat,*

*Président du Gouvernement,*

*Ministre des Finances,*

**Pierre Dupong.**

*Le Ministre de la Justice,*

**Eugène Schaus.**

**Rapport à la Grande-Duchesse**

**concernant la prorogation des délais et la restauration des droits en matière de Propriété Industrielle.**

*Madame,*

Aux termes de l'alinéa 4 de la Convention d'Union pour la protection de la Propriété Industrielle, celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention ou d'une marque de fabrique dans l'un des pays contractants, jouit, pour effectuer le dépôt dans les autres pays de l'Union d'un droit de priorité qui est de 12 mois pour les brevets d'invention et de 6 mois pour les marques de fabrique.

L'article 15 de la loi du 30 juin 1880 sur les brevets d'invention stipule qu'un brevet s'éteint par le seul défaut de paiement de la taxe annuelle dans les trois mois de son échéance. Ce délai est porté à 12 mois

par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention.

Aux termes de l'article 7 de la loi du 28 mars 1883 sur les marques de fabrique et de commerce, le dépôt d'une marque n'a d'effet que pour dix ans. Le droit à l'usage exclusif de la marque peut toujours être conservé pour un nouveau terme de 10 années au moyen d'un nouveau dépôt.

Pendant les périodes de guerre, de dépressions économiques, de perturbations dans les systèmes monétaires ou de difficultés dans les relations postales, de nombreux inventeurs et propriétaires de marques de fabrique et de commerce se trouvent dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits au Grand-Duché en déans les délais impartis par les dispositions légales mentionnées ci-dessus. Les difficultés se présentent surtout pour les personnes ou firmes domiciliées à l'étranger.

Dans tous les pays, les pouvoirs publics se sont montrés soucieux de conserver et de restaurer, par des mesures d'ordre interne, les droits de propriété industrielle qui ont pu être lésés à la suite de circonstances exceptionnelles.

Depuis 1914 le Grand-Duché a eu à différentes reprises des prorogations de délais en matière de propriété industrielle. Le dernier moratoire ayant prorogé certains délais respectivement au 31 août et au 31 décembre 1946 date du 30 juin 1945.

Sur le plan international, 19 pays, dont le Luxembourg, se sont décidés à une intervention générale en signant le 8 février 1947 à Neuchâtel (Suisse) un arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, arrangement qui devra encore être ratifié par notre Chambre des députés.

En attendant la loi ratificative de cette Convention internationale — qui du reste n'a pas été signée par tous les pays de l'Union internationale, dont les Etats-Unis, — il importe de proroger sans tarder, dans le domaine interne, les délais venus à expiration sur la base de l'arrêté grand-ducal du 30 juin, 1945 pour faire bénéficier les brevets indigènes de dispositions similaires prises par des législations étrangères stipulant la clause de réciprocité. La nouvelle prolongation des délais devient surtout nécessaire, parce que l'arrêté ministériel du 29 juin 1944 relatif à la suspension des prescriptions, peremptions, déchéances et la prorogation de certains délais est abrogé par l'arrêté grand-ducal du 30 mai 1947 (*Mémorial* N° 27 du 31 mai 1947).

Le projet d'arrêté grand-ducal joint en annexe permettra en outre au Ministre ayant dans ses attributions le Service de la Propriété Industrielle de proroger des délais et de restaurer des droits en matière de propriété industrielle par simple *arrêté ministériel*. Cette procédure est proposée parce que les moratoires présentent toujours un caractère urgent et sont nécessités non seulement pour les périodes d'après-guerre mais aussi pour les temps de crises économiques éventuelles.

L'arrêté régleme deux espèces :

a) Les art. 1<sup>er</sup> et 2 ont trait à la prorogation des délais pour le paiement des taxes qui sont échues et la revendication des droits de propriété industrielle qui sont périmés au cours des cinq dernières années.

Le moratoire institué par ces articles doit opérer d'une *façon générale*, sans examen des cas individuels.

b) L'art. 3 s'applique aux brevets d'invention qui, en dehors de la période de cinq ans prévue aux articles précédents, sont tombés dans le domaine public, indépendamment du fait de l'inventeur ou de ses ayants droit. La restauration se fera sous réserve des droits des tiers qui peuvent continuer à exploiter le brevet.

La restauration de ces brevets ne peut se faire qu'après l'examen des cas particuliers et par *décision individuelle*. Le principe de la réintégration individuelle est appliqué notamment aux Pays-Bas, en Suisse et aux Etats-Unis.

J'ai l'honneur d'être, Madame, de Votre Altesse Royale le très dévoué et très fidèle serviteur et sujet.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*

**Lambert Schaus.**

**Arrêté grand-ducal du 21 juin 1947 concernant la prorogation des délais et la restauration des droits en matière de Propriété Industrielle.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., :

Vu la loi du 30 juin 1880, sur les brevets d'invention, modifiée et complétée par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 approuvant l'acte révisé à Londres, le 2 juin 1934, de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la Protection de la Propriété Industrielle ;

Vu la loi du 28 mars 1883, sur les marques de fabrique et de commerce, modifiée et complétée par l'arrêté grand-ducal du 15 octobre 1945.

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 juin 1945 concernant la prorogation des délais et des droits en matière de Propriété Industrielle ;

Vu la loi du 24 décembre 1946 portant habilitation pour le Gouvernement de régler certaines matières ;

Sur l'avis favorable de la Commission de Travail de la Chambre des Députés ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Economiques et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Ministre ayant dans ses attributions le Service de la Propriété Industrielle pourra accorder une prorogation des délais pour le paiement des taxes et la revendication des droits en matière de Propriété Industrielle.

Il fixera les conditions d'un tel moratoire.

**Art. 2.** Le délai d'un moratoire, tel qu'il est prévu à l'article 1<sup>er</sup>, ne pourra pas dépasser la durée d'une année ; il pourra être renouvelé d'année en année.

Endéans ce délai, les droits déçus au cours des 5 dernières années au maximum ayant précédé la mise en vigueur au moratoire pourront être restaurés par arrêté ministériel.

**Art. 3.** Les brevets d'invention qui sont tombés dans le domaine public pour des raisons indépendantes de l'inventeur ou de ses ayants droit et qui

ne peuvent bénéficier de la prorogation des délais prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, pourront être restaurés par décision ministérielle individuelle. Cette restauration s'effectuera sous réserve des droits des tiers.

Tout intéressé de bonne foi ayant exploité ou pris des dispositions pour exploiter l'invention tombée dans le domaine public, pourra obtenir une licence non exclusive d'exploitation.

Avant la délivrance du certificat officiel de revalidation, le breveté devra acquitter les taxes des annuités échues, sans pouvoir opposer la prescription extinctive.

La restauration d'un brevet d'invention en exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article fera l'objet d'une publication par extrait au «*Mémorial*».

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires Economiques et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au «*Mémorial*».

Luxembourg, le 21 juin 1947.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Lambert Schaus.**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Dupong.**

**Arrêté ministériel du 19 juin 1947 libérant provisoirement certaines branches de l'artisanat des formalités de la fixation ou de l'homologation des prix par l'Office des Prix.**

*Le Ministre des Affaires Economiques,*

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944 concernant la création d'un Office des Prix ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 23 juin 1947, les branches artisanales énumérées ci-dessous seront dispensées des formalités et règles concernant la fixation ou l'homologation des prix prévues par l'Office des Prix :

- 1° les pâtisseries et confiseurs,
- 2° les fourreurs,
- 3° les modistes,
- 4° les couturières et tailleurs pour dames,

- 5° les tailleurs hors classe,
- 6° les selliers,
- 7° les tapissiers,
- 8° les mécaniciens-dentistes,
- 9° les mécaniciens de vélos,
- 10° les carrossiers-charrons,
- 11° les horlogers et bijoutiers,
- 12° les photographes,
- 13° les relieurs.

**Art. 2.** Les prix des travaux et des articles des branches ci-dessus énumérés ne devront pas dépasser le prix normal prévu par l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944.

**Art. 3.** La mise en vigueur de nouveaux tarifs ou prix courants collectifs ou généraux pour une branche ou un secteur de branche est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Office des Prix.

**Art. 4.** Le présent arrêté entrera en vigueur le 23 juin 1947 et sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 juin 1947.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Lambert Schaus.**

**Arrêté ministériel du 21 juin 1947 ayant pour objet de modifier l'article 20 du chapitre IV de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1935 portant règlement sur le transport et le commerce de l'alcool et de boissons alcooliques et similaires.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu l'art. 2 N<sup>os</sup> 1, 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1935 approuvant la convention avec la Belgique, du 23 mai 1935 concernant le régime des alcools ;  
Revu l'art. 20 de l'arrêté prévisé du 1<sup>er</sup> août 1935 ;  
Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 20 de l'arrêté prévisé du 1<sup>er</sup> août 1935 relatif à la lettre de voiture N<sup>o</sup> IV, destinée à couvrir les transports de liquides à base d'alcool

vers la Belgique, est remplacé par les dispositions suivantes :

La lettre de voiture N<sup>o</sup> IV comporte une souche, un volant avec bulletin de réception et un duplicata.

L'expéditeur numérote d'avance chaque souche et chaque volant du registre. Il présente ensuite celui-ci au vérificateur des contributions et accises du ressort, qui appose le cachet administratif à la partie supérieure de chaque document, d'une part, moitié sur le recto du volant, moitié sur le verso de la souche, d'autre part, en entier sur le recto du volant. Cet agent vise, en outre, la première page, qui doit indiquer le nombre de feuillets que contient le registre et appose le cachet administratif en regard de sa signature.

Au moins 24 heures avant l'heure indiquée pour le commencement du transport le vendeur, le cédant ou l'expéditeur présente les 3 parties du document au vérificateur des Accises du ressort ; celui-ci vise le volant qu'il remet avec le duplicata à l'expéditeur et conserve la souche.

Le bulletin de réception, revêtu de la constatation de l'arrivée de la marchandise en Belgique et du cachet administratif belge, doit être reproduit par les soins de l'Administration belge au vérificateur des accises du ressort de l'expéditeur pour être rattaché à la souche du document, dans les quinze jours de la date du visa de la lettre de voiture. Cet agent signale les documents dont le bulletin de réception n'a pas été représenté, en indiquant les nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire ainsi que les quantités expédiées.

Les modèles de la lettre de voiture N<sup>o</sup> IV actuellement en usage seront remplacées par de nouveaux modèles. Toutefois, les lettres de voiture N<sup>o</sup> IV des modèles actuellement en usage pourront être utilisées jusqu'au 31 décembre 1947.

**Art. 2.** Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 21 juin 1947.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Dupong.**

**Avis. — Postes, Télégraphes et Téléphones.** — Par arrêté grand-ducal du 13 juin 1947 M. *Malané Robert*, commis des postes à Luxembourg-Télégraphes, a été nommé sous-chef de bureau au même bureau de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones. — 19 juin 1947.

**Avis. — Ministère des Affaires Economiques.** — Le Ministère des Affaires Economiques est de nouveau à même de fournir régulièrement le « *Bulletin international des Douanes* » édité par le Bureau International pour la publication des tarifs douaniers. L'article 6 du règlement d'exécution de la Convention du 5 juillet 1890 stipule que le Bureau International ne peut fournir d'abonnements qu'aux Gouvernements des pays faisant partie de l'Union. Ce sont donc ces Gouvernements qui doivent prendre les mesures propres à la vente et à la diffusion du « *Bulletin international des douanes* » sur leur territoire.

En conséquence le Ministère des Affaires Economiques (Service d'Etudes et de Documentation Economiques) pourra assurer le service d'abonnement au prix de 200,— frs. par an.

Les administrations publiques et les entreprises industrielles ou commerciales intéressées sont priées de s'adresser aussitôt que possible au Service d'Etudes. — 27 juin 1947.

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936 II<sup>e</sup> tranche.**

L'amortissement à la date du 1<sup>er</sup> août 1947 de l'emprunt grand-ducal 4% de 1936 II<sup>e</sup> tranche pour lequel une somme de 1.730.000, — francs est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées les obligations suivantes :

*Lit. A. 9 obligations à 1.000, — francs.*

4315	4316	4317	4318	4319	4479	5114	5115	5717
------	------	------	------	------	------	------	------	------

*Lit. B. 3 obligations à 5.000, — francs.*

1342	1343	1429
------	------	------

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

*Lit. A. 216 obligations à 1.000, — francs.*

436	948	1360	2052	2609	3446	4183	4708	5319	5780
437	949	1421	2053	2610	3447	4184	4709	5320	5921
438	950	1422	2054	2731	3448	4185	4710	5406	5922
439	1061	1423	2055	2732	3449	4221	4866	5407	5923
440	1062	1424	2116	2733	3450	4222	4867	5408	5924
641	1063	1425	2117	2734	3516	4223	4868	5409	5925
642	1064	1511	2118	2735	3517	4224	4869	5410	6091
643	1065	1512	2119	2826	3518	4225	4870	5511	6092
644	1181	1513	2120	2827	3519	4320	5096	5512	6093
645	1182	1514	2301	2828	3520	4471	5097	5513	6094
796	1183	1515	2302	2829	3701	4472	5098	5514	6095
797	1184	1846	2303	2830	3702	4473	5099	5515	6131
798	1185	1847	2304	3071	3703	4474	5100	5681	6132
799	1236	1848	2305	3072	3704	4475	5166	5682	6133
800	1237	1849	2431	3073	3705	4526	5167	5683	6134
881	1238	1850	2432	3074	4071	4527	5168	5684	6135
882	1239	1901	2433	3075	4072	4528	5169	5685	6336
883	1240	1902	2434	3251	4073	4529	5170	5776	6337
884	1356	1903	2435	3252	4074	4530	5316	5777	6338
885	1357	1904	2606	3253	4075	4706	5317	5778	6339
946	1358	1905	2607	3254	4181	4707	5318	5779	6340
947	1359	2051	2608	3255	4182				

*Lit. B. 58 obligations à 5.000,— francs.*

35	200	372	549	728	899	1066	1359	1509	1651
63	238	389	564	757	914	1223	1372	1549	1694
89	251	403	607	785	931	1267	1400	1590	1704
108	262	438	639	826	966	1290	1431	1601	1735
126	310	453	680	843	1004	1318	1445	1641	1756
161	353	506	719	879	1021	1334	1462		

*Lit. C. 12 obligations à 100.000,— francs.*

34	69	80	133	166	193	219	251	276	294	324	328
----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

*Lit. A. Obligations à 1.000,— francs.*

26 (7)	217 (3)	4243 (6)	4434 (5)	5069 (4)	5905 (5)	6204 (4)
27 (7)	218 (3)	4244 (6)	4435 (5)	5070 (4)	5912 (1)	6205 (4)
28 (7)	219 (3)	4248 (1)	4445 (1)	5078 (6)	5913 (1)	6222 (7)
29 (7)	220 (3)	4249 (1)	4626 (2)	5079 (6)	5916 (6)	6223 (7)
30 (7)	226 (7)	4250 (1)	4627 (2)	5119 (6)	5917 (6)	6236 (5)
126 (6)	227 (7)	4251 (7)	4628 (2)	5120 (6)	5918 (6)	6237 (5)
127 (6)	228 (7)	4252 (7)	4629 (2)	5141 (7)	5919 (6)	6240 (5)
128 (6)	229 (7)	4253 (7)	4630 (2)	5142 (7)	5920 (6)	6271 (4)
129 (6)	230 (7)	4254 (7)	4636 (4)	5143 (7)	6051 (5)	6272 (4)
130 (6)	266 (5)	4255 (7)	4731 (5)	5144 (7)	6052 (5)	6273 (4)
141 (5)	267 (5)	4341 (7)	4732 (5)	5145 (7)	6053 (5)	6274 (4)
142 (5)	268 (5)	4344 (7)	4733 (5)	5613 (4)	6054 (5)	6275 (4)
143 (5)	269 (5)	4351 (5)	4734 (5)	5614 (4)	6167 (6)	6311 (6)
144 (5)	270 (5)	4352 (5)	4739 (2)	5615 (4)	6168 (6)	6312 (6)
145 (5)	4213 (5)	4353 (5)	4740 (2)	5701 (1)	6169 (6)	6313 (6)
178 (5)	4214 (5)	4354 (5)	4911 (3)	5702 (1)	6170 (6)	6314 (6)
179 (5)	4215 (5)	4431 (5)	4912 (3)	5703 (1)	6201 (4)	6315 (6)
180 (5)	4241 (6)	4432 (5)	4990 (7)	5704 (1)	6202 (4)	6342 (5)
181 (6)	4242 (6)	4433 (5)	5034 (5)	5705 (1)	6203 (4)	6343 (5)
						6344 (5)

*Lit. B. Obligations à 5.000,— francs.*

23 (7)	81 (4)	125 (6)	1148 (6)	1280 (5)	1473 (7)	1716 (7)
45 (4)	86 (7)	128 (5)	1149 (3)	1361 (7)	1493 (7)	1742 (7)
46 (7)	91 (7)	144 (7)	1180 (7)	1419 (3)	1636 (7)	1748 (7)
55 (4)	97 (6)	191 (6)	1183 (6)	1421 (7)	1674 (7)	1767 (7)
57 (5)	100 (4)	198 (7)	1236 (6)	1458 (7)	1675 (6)	1774 (1)
79 (6)	113 (4)	1122 (7)	1245 (6)	1459 (6)	1703 (2)	1775 (2)

- (1) obligations remboursables le 1<sup>er</sup> août 1940  
 (2) » » » » 1941  
 (3) » » » » 1942  
 (4) » » » » 1943  
 (5) » » » » 1944  
 (6) » » » » 1945  
 (7) » » » » 1946

Le remboursement des obligations non encore munies d'un certificat d'identification devra s'effectuer par l'intermédiaire de l'établissement financier auprès duquel les titres ont été déclarés par application de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944 ou auprès duquel ils ont été transférés après cette déclaration.

Les obligations munies du certificat d'identification pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 19 juin 1947.

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936 III<sup>e</sup> tranche (50 millions).**

L'amortissement à la date du 15 juillet 1947 de l'Emprunt grand-ducal 4% 1936 III<sup>e</sup> tranche, pour lequel une somme de 490.000,— francs est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées les obligations suivantes :

<i>Lit. A. 78 obligations à 1.000,— francs.</i>										
1197	1293	1422	1430	1438	1446	1454	1462	3394	3639	
1209	1294	1423	1431	1439	1447	1455	1463	3395	3640	
1210	1295	1424	1432	1440	1448	1456	1464	3396	3641	
1286	1417	1425	1433	1441	1449	1457	1465	3397	3642	
1287	1418	1426	1434	1442	1450	1458	1466	3635	3643	
1288	1419	1427	1435	1443	1451	1459	1841	3636	3644	
1289	1420	1428	1436	1444	1452	1460	2949	3637		
1292	1421	1429	1437	1445	1453	1461	3198	3638		
<i>Lit. B. 11 obligations à 5.000,— francs.</i>										
423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433
<i>Lit. C. 15 obligations à 10.000,— francs.</i>										
	236	239	242	377	380	382	384	555		
	237	241	243	379	381	383	385			

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

<i>Lit. A. 72 obligations à 1.000,— francs.</i>										
3199	7577	8635	9203	10401	10409	11057	12215	13023		
3200	7578	8636	9204	10402	10410	11058	12216	13024		
7571	7579	8637	9205	10403	11051	11059	12217	13025		
7572	7580	8638	9206	10404	11052	11060	12218	13026		
7573	8631	8639	9207	10405	11053	12211	12219	13027		
7574	8632	8640	9208	10406	11054	12212	12220	13028		
7575	8633	9201	9209	10407	11055	12213	13021	13029		
7576	8634	9202	9210	10408	11056	12214	13022	13030		
<i>Lit. B. 11 obligations à 5.000,— francs.</i>										
434	515	516	915	916	1133	1134	1557	1558	2067	2068
<i>Lit. C. 8 obligations à 10.000,— francs.</i>										
	1312	1474	1591	1643	1870	2077	2285	2370		

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

<i>Lit. A. Obligations à 1.000,— francs.</i>						
838 (5)	1581 (2)	1585 (2)	1590 (2)	1790 (5)	2448 (1)	3785 (5)
839 (5)	1582 (2)	1586 (2)	1786 (5)	2097 (4)	2449 (1)	3786 (5)
1091 (3)	1583 (2)	1587 (2)	1787 (5)	2098 (4)	3781 (5)	3787 (5)
1092 (3)	1584 (2)	1588 (2)	1788 (5)	2099 (4)	3782 (5)	3788 (5)
1093 (3)		1589 (2)	1789 (5)	2100 (4)	3783 (5)	3789 (5)
					3784 (5)	3790 (5)
<i>Lit. B. Obligations à 5.000,— francs.</i>						
	308 (1)	460 (6)	507 (4)	508 (4)	607 (6)	

*Lit. C. Obligations à 10.000, — francs.*

621 (2)

(1)	obligations remboursables le 15 juillet	1941
(2)	» » » »	1942
(3)	» » » »	1943
(4)	» » » »	1944
(5)	» » » »	1945
(6)	» » » »	1946

Le remboursement des obligations non encore munies d'un certificat d'identification devra s'effectuer par l'intermédiaire de l'établissement financier auprès duquel les titres ont été déclarés par application de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944 ou auprès duquel ils ont été transférés après cette déclaration.

Les obligations munies du certificat d'identification pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 19 juin 1947.

---

**Avis. — Examens pour l'obtention des grades de l'enseignement ménager.** — Des examens pour l'obtention des grades de l'enseignement ménager auront lieu à la fin de l'année scolaire en cours. L'examen théorique aura lieu dans une salle de l'école professionnelle et ménagère de Luxembourg-Verlorenkost les 18 et 19 juillet 1947 ; la date des épreuves pratiques sera fixée par les Commissions respectives.

Est nommée commissaire du Gouvernement pour tous les examens Melle Rosalie *Kærperich*, inspectrice d'écoles, Avenue Victor Hugo, 62, Luxembourg.

Sont nommés en outre membres des commissions :

1° pour l'école professionnelle et ménagère de Luxembourg-Verlorenkost : M. l'abbé Joseph *Wagner*, directeur de la même école, Melle Marie *Folscheid*, maîtresse d'enseignement ménager à cette école.

2° Pour l'école ménagère d'Esch-sur-Alzette : la dame Soeur Marie-Pierre *Ruppert*, ancienne institutrice de cette école, actuellement à Mondorf-les-Bains, et la dame Soeur M. Alix *Rommelfangen*, institutrice à la même école.

3° Pour l'école ménagère d'Ettelbruck : les dames Sœurs Romaine *Gærend* et Donatille *Reuter*, institutrices à cette école.

Les demandes d'admission sont à adresser au Commissaire du Gouvernement avant le 5 juillet 1947. — 12 juin 1947.

---

**Avis. — Examens pour le brevet de maîtresse de jardin d'enfants.** — Un examen pour l'obtention du brevet de maîtresse de jardin d'enfants aura lieu les 7, 8 et 9 juillet 1947 à l'école professionnelle et ménagère de Luxembourg-Verlorenkost.

Les demandes d'admission sont à adresser pour le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard à Melle Rosalie *Kærperich*, inspectrice d'écoles à Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

Melle Rosalie *Kærperich* est nommée Commissaire du Gouvernement et-présidente de la Commission d'examen.

Sont nommés en outre membres de la Commission d'examen :

M. l'abbé Joseph *Wagner*, directeur de l'école professionnelle et ménagère de Luxembourg-Verlorenkost, la dame Soeur Suzanne *Thomé*, professeur à l'École normale d'institutrices à Luxembourg, la dame Soeur Anastasie *Netgen*, maîtresse de jardin d'enfants à Ettelbruck, Melle Marguerite-Marie *Hilger*, chargée de cours à l'école professionnelle et ménagère de Luxembourg-Verlorenkost et Melle Marguerite *Schmit*, institutrice à Luxembourg. — 12 juin 1947.

---

**Fonds d'Améliorations Agricoles (Loi du 27 mai 1937).**

**Emprunt 1938 — 3½%.**

Le 6<sup>e</sup> tirage au sort des obligations 3½% de 1938 remboursables le 1<sup>er</sup> août 1947 a donné le résultat suivant :

17 numéros à fr. 1.250. —

*Litt. A.* 4, 25, 32, 137, 158, 196, 203, 249, 269, 276, 312, 345, 382, 390, 394, 459, 461.

3 numéros à fr. 6.250. —

*Litt. B.* 6, 13, 47.

14 numéros à fr. 12.500. —

*Litt. C.* 65, 119, 123, 148, 151, 246, 247, 248, 260, 272, 286, 304, 357, 400.

Les intérêts de ces titres cesseront de courir à partir du 1<sup>er</sup> août 1947.

Les obligations suivantes des emprunts 1938 — 3½% et 1939 — 3½% sorties aux tirages antérieurs n'ont pas encore été présentées au remboursement.

**Emprunt 1938 — 3½%.**

*Litt. A.*

9 (5)	26 (2)	53 (4)	55 (4)	56 (2)	57 (4)
58 (5)	59 (4)	61 (5)	62 (4)	63 (4)	64 (4)
66 (4)	117 (5)	118 (5)	126 (5)	132 (5)	303 (3)
304 (3)	306 (4)	307 (3)	311 (4)	313 (3)	314 (5)
315 (4)	317 (5)	322 (4)	324 (4)	327 (4)	329 (4)
332 (4)	334 (5)	335 (3)	338 (5)	342 (4)	348 (5)
350 (4)	351 (3)	353 (4)	354 (5)	358 (5)	359 (4)
360 (3)	361 (5)	362 (3)	364 (4)	365 (4)	366 (5)
367 (4)	369 (4)	372 (4)	374 (5)	375 (4)	376 (5)
378 (4)	379 (3)	380 (3)	388 (4)	389 (4)	395 (4)
397 (3)	400 (3)	401 (5)	402 (4)	403 (4)	404 (5)
405 (4)	406 (3)	409 (4)	410 (3)	413 (5)	414 (4)
415 (5)	420 (5)	421 (3)	423 (4)	424 (4)	425 (3)
426 (4)	428 (4)	429 (4)	430 (5)	432 (4)	434 (4)
435 (4)	436 (3)	437 (5)	438 (5)	439 (5)	441 (5)
443 (4)	445 (4)	448 (4)	451 (4)	453 (5)	454 (4)
455 (3)	457 (3)	458 (4)	462 (4)	464 (3)	467 (4)
469 (4)	470 (4)	471 (4)	473 (5)	475 (4)	

*Litt. B.*

17 (4)	19 (4)	20 (4)	21 (5)	23 (5)	37 (4)
--------	--------	--------	--------	--------	--------

*Litt. C.*

353 (4)	355 (3)	359 (3)	361 (3)	362 (3)	363 (5)
365 (5)	366 (4)	367 (4)	368 (4)	370 (3)	371 (4)
373 (5)	374 (3)	375 (5)	377 (4)	378 (3)	379 (4)
382 (5)	386 (5)	387 (4)	388 (4)	391 (4)	392 (4)
394 (4)	395 (5)	396 (4)	397 (5)	401 (4)	403 (3)
404 (3)	409 (4)	413 (4)	416 (4)	417 (5)	419 (3)

**Emprunt 1939 — 3½%**

*Litt. A.*

13 (4)	16 (3)	21 (5)	22 (4)	23 (4)	63 (4)
88 (2)	89 (5)	102 (5)	197 (4)	199 (6)	200 (6)
202 (6)	203 (5)	206 (5)	208 (5)	222 (5)	225 (5)
229 (5)	255 (3)	256 (4)	257 (4)	258 (4)	259 (3)
260 (5)	261 (5)	262 (3)	264 (5)	265 (5)	271 (4)
273 (4)	275 (4)	276 (5)	285 (4)	288 (4)	291 (4)
292 (4)	294 (5)	295 (5)	298 (4)	299 (5)	350 (5)
352 (5)	353 (3)	354 (3)	355 (3)	356 (4)	359 (4)
360 (4)	365 (5)	367 (5)	376 (5)	383 (5)	388 (5)
397 (6)	402 (6)	404 (5)	412 (5)	417 (4)	419 (5)
420 (4)	421 (4)	433 (3)	434 (4)	436 (4)	437 (4)
438 (5)	441 (4)	490 (6)	491 (3)	493 (3)	494 (3)
495 (5)	497 (4)	498 (5)	500 (3)	501 (5)	511 (5)
513 (6)	568 (6)	598 (5)	647 (3)	648 (6)	649 (3)
650 (5)	662 (6)	666 (5)	678 (6)	682 (6)	683 (6)
685 (4)	686 (4)	687 (4)	693 (3)	694 (3)	695 (3)
697 (3)	705 (3)	706 (3)	707 (4)	708 (4)	712 (5)
714 (5)	715 (4)	716 (4)	717 (5)	718 (4)	719 (4)
720 (3)	721 (4)	723 (4)	724 (6)	748 (6)	780 (6)
782 (6)	798 (6)	806 (6)	816 (6)	831 (6)	851 (6)
893 (6)	921 (6)	940 (6)	943 (6)	947 (6)	949 (6)
955 (6)	978 (6)	988 (6)	989 (6)	1008 (6)	1021 (6)
1040 (6)	1044 (6)	1062 (6)	1074 (6)	1075 (6)	1082 (6)
1088 (6)	1096 (6)	1111 (6)	1115 (6)	1143 (6)	1168 (6)
1171 (6)	1175 (6)	1185 (6)	1199 (6)	1203 (6)	1211 (6)
1219 (6)	1236 (6)	1258 (6)	1272 (6)	1308 (6)	1312 (6)
1314 (6)	1344 (6)	1375 (5)	1390 (4)	1391 (4)	1393 (2)
1396 (5)	1398 (5)	1399 (5)	1401 (5)	1402 (5)	1403 (5)
1404 (3)	1406 (4)	1407 (3)	1408 (5)	1409 (5)	1410 (4)

*Litt. B.*

35 (6)	87 (5)	118 (6)	119 (4)	120 (3)	121 (4)
122 (4)	123 (4)	125 (4)	127 (3)	133 (3)	135 (6)
154 (6)	155 (5)	156 (5)	157 (5)	165 (5)	167 (5)
195 (4)	196 (5)	209 (4)	213 (4)	224 (6)	227 (5)
236 (4)	237 (6)	238 (3)	239 (3)	240 (3)	241 (6)
242 (3)	248 (6)	266 (6)	267 (6)	301 (6)	327 (6)
333 (6)	348 (6)	363 (6)	399 (6)	432 (6)	459 (6)
475 (6)	486 (6)	489 (6)	498 (6)	503 (6)	542 (6)
552 (6)	558 (6)	561 (6)	568 (6)	586 (6)	588 (3)
591 (6)					

*Litt. C.*

409 (6)	415 (6)	517 (5)	530 (6)	543 (6)	546 (5)
548 (5)	549 (6)	552 (4)	560 (3)		

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, aux guichets de la Caisse d'Épargne de l'Etat, suivant les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 mai 1945.

*Caisse d'Épargne de l'Etat,*  
Fonds d'améliorations agricoles.

**Avis.** — Par arrêté ministériel du 10 juin 1947, M. Pierre Olinger, cultivateur, à Mertzig-Haut, est nommé aux fonctions d'échevin de la commune de Mertzig. — 10 juin 1947.

---

**Avis.** — **Administration du Cadastre.** — Par arrêté grand-ducal du 20 juin 1947 MM. Reis René, Schwartz Roger et Poos Victor ont été nommés géomètres du Cadastre à Luxembourg. — 20 juin 1947.

---

**Avis.** — **Association syndicale.** — Par arrêté de M. le Ministre de l'Agriculture en date du 21 juin 1947, l'association syndicale pour l'exécution de travaux d'améliorations foncières agricoles et viticoles sur le ban d'Erpeldange, dite « *Meliorationsgenossenschaft Erpeldingen* » dans la commune de Bous, a été autorisée. — L'arrêté en question ainsi qu'un double de l'acte d'association ont été déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Bous. — 21 juin 1947.

---

**Avis.** — **Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 23 mai 1946 devant l'officier de l'état civil de la ville d'Esch-sur-Alzette en vertu de l'art. 38, al. 5 de la loi du 9 mars 1940, le sieur *Kail* Nicolas, né le 21 août 1907 à Sablon/Metz et demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeois. — 25 juin 1947.

---

**Avis.** — **Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 28 janvier 1941 devant l'officier de l'état civil de la ville d'Esch-Alzette, en vertu de l'art. 19, 3 de la loi du 9.3.1940, la dame *Nina Victorine Kestler*, ép. *Lefèvre Julien*, née le 21.12.1904 à Taschkent/Asie, demeurant à Esch-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise. — 27 juin 1947.

---

**Avis.** — **Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier *Fél. Jansen* à Luxembourg en date du 6 juin 1947 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts ainsi qu'à la délivrance à un tiers de nouvelles feuilles-capital de quarante-deux obligations de la société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange-St. Ingbert-Rumelange, émission de 5%, savoir : N<sup>os</sup> 118045 à 118074 et 118219 à 118230 sans désignation de valeur.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 9 juin 1947.

---

**Avis.** — **Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier *Fél. Jansen* à Luxembourg en date du 6 juin 1947 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts ainsi qu'à la délivrance à un tiers de nouvelles feuilles-capital de vingt-trois parts sociales de la société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudelange, savoir : N<sup>os</sup> 184548 à 184558, 245300, 245301 et 17141 à 17150 sans désignation de valeur.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation ennemie.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 9 juin 1947.

---

**Avis.** — **Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier *P. Konz* à Luxembourg en date du 10 juin 1947 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de :

a) six obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 3,75% de 1934, savoir :

1° Litt. B. N<sup>os</sup> 9518 à 9521 d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune ;

2° Litt. C. N<sup>os</sup> 23561 et 23562 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

b) dix obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 3¾% de 1937, savoir : Litt. A. Nos 330 à 339 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 13 juin 1947.

### Avis. — Santé Publique.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons pendant le mois de mai 1947.

CANTONS	Fièvre typhoïde		Fièvre Paratyphoïde		Diphthérie		Coqueluche		Scarlatine		Variole		Affections puerpérales		Méningite infectieuse		Dysenterie		Encéphalite lethargique		Tuberculose Pulmonaire		Tuberculose autres organes		Rougeole		Poliomyélite antér. aiguë		Trachome		Blennorrhagie Syphilitis		Alaïtrim		Varioloïde		
	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	
	M = Maladie		D = Décès																																		
Luxembg.-ville ...			2		6				4										1		11	5	1	1	3					24	12	1					
Luxembg.-camp.	2		3		4																2																
Esch-s.-Alz. ....	1		7		20	2			5												20	5	4	1	14		1				8	11					
Capellen .....					2																2	2															
Mersch .....			1		1																2	1									1						
Diekirch .....																					3	4									1						
Redange .....			1																			2															
Wiltz .....					3																2																
Clervaux .....																					2	3									1						
Vianden .....																						1															
Grevenmacher ...			1		1																2				4						2						
Echternach .....									1												1									2	2						
Remich .....			1						1												2	1									2						
Totaux ....	3		16		37	2			11										1		49	24	5	2	21		1			39	27	1					
Mai 1946	2		41		2	41	3	9	30												8	3	1	1	21		1			34	5						

1<sup>er</sup> juin 1947.